



**PRÉFET  
DES ARDENNES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

## **INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral n°2024- 589**

**portant mise en demeure faite à l'entreprise Métal Blanc de respecter les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement exploitées sur le territoire de la commune de Bourg-Fidèle (08230)**

**Le Préfet des Ardennes  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé qui dispose : « [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

[...] -

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. [...] » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 26 janvier 2017 ;

**Vu** l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 26 janvier 2017 susvisé qui dispose : « L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre [...]. » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-225 du 19 avril 2024 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement référencé E2-LaP/JoL-N°24/307, du 27 août 2024 établi à l'issue de la visite d'inspection du 18 juillet 2024 ;

**Vu** la copie du rapport de l'inspection de l'environnement portée le 29 août 2024 à la connaissance de l'exploitant ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 29 août 2024 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

**Vu** les observations présentées par l'exploitant par courrier du 5 septembre 2024 ;

**Considérant ce qui suit ;**

1) Lors de la visite du 18 juillet 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :

a) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux : dans le Plan d'Opération Interne (POI) de l'exploitant, il est à noter les éléments suivants :

- i. En cas de situation incidentelle/accidentelle (incendie), la société Socotec peut intervenir pour réaliser des prélèvements environnementaux - milieux air, eaux, sols... pour une mise en œuvre en 3 à 6 heures (un contrat a été passé avec cette société) ;
- ii. L'exploitant ne donne pas les raisons pour lesquelles les substances retenues ont été choisies. Certaines substances comme par exemple les dioxines et furanes (potentiellement formées en cas de feu de batteries), l'acide cyanhydrique (HCN, régulièrement retrouvé dans les milieux en cas d'incendie) et d'autres métaux lourds excepté le plomb déjà présent dans la liste (comme le cadmium par exemple) ne font pas partie des substances recherchées alors qu'elles pourraient être émises ;
- iii. Le POI ne précise pas les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu. Cependant, le "road book astreinte Socotec" précise les équipements de prélèvements à mobiliser par substance pour le milieu "air ambiant" uniquement (excepté pour le chlorure d'hydrogène) ;
- iv. Dans son POI, il ne donne pas les raisons pour lesquelles les milieux air, eaux, sols, ... ont été choisis mais, par courriel du 26/07/2024, il indique que les polluants retenus jusqu'à présent sont, à l'exclusion des poussières métalliques, des polluants gazeux. Il précise que pour ces derniers des prélèvements dans le milieu air sont les plus pertinents, ce milieu étant à prélever en priorité lors de la phase d'urgence. Les autres prélèvements (sols et végétaux) interviendraient dans une phase ultérieure d'accompagnement ou de suivi immédiat post accident. De plus, compte tenu de la configuration de l'établissement et des aménagements existants, il indique que des prélèvements d'eaux d'extinction ne se justifient pas en phase d'urgence car celles-ci demeurent confinées sur le site ;
- v. Il est donc nécessaire que l'exploitant mette à jour son POI sur la base des éléments transmis par courriel et conformément à la prescription ;

b) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur : le POI ne comprend pas les éléments demandés alors qu'un accident majeur a été identifié (incendie du stock de polypropylène) ;

- c) Ressources en eau : d'après le document D9 transmis par l'exploitant dans le cadre de la mise à jour de son étude de danger (en date du 21 septembre 2023), les besoins en eau du site s'élèvent à 210 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures. L'exploitant a indiqué que les 3 poteaux incendie, seuls moyens en eau actuellement disponibles, ont été contrôlés cette année. Il ressort de ce contrôle que les 3 hydrants en simultané fournissent un débit global de 141 m<sup>3</sup>/h. Les ressources en eau disponibles sur site sont donc insuffisantes ;
- 2) Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé et de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 26 janvier 2017 susvisé ;
- 3) Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où :
- a) Un POI incomplet concernant les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux pourrait, en cas d'accident, ne pas permettre la réalisation rapide de prélèvements environnementaux portant sur des substances pertinentes et ainsi ralentir la prise de décision en cas d'atteinte environnemental ;
  - b) L'absence d'éléments dans le POI concernant les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur pourrait ralentir la remise en état de l'environnement et ainsi causer des dommages sur l'environnement et la santé ;
  - c) Des ressources en eau insuffisantes pourraient empêcher les services de secours d'éteindre un éventuel incendie ;
- 4) Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Métal Blanc de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé et de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 26 janvier 2017 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : objet

La société Métal Blanc, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro SIREN 542 052 691 et dont le siège social est situé 19 boulevard Malesherbes à Paris (75008), est mise en demeure de respecter, pour les installations qu'elle exploite rue Pasteur à Bourg-Fidèle (08230), les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé et de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 26 janvier 2017 susvisé dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté en :

- précisant dans son POI :
  - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux sur l'ensemble des polluants pertinents, à l'intérieur et à l'extérieur du site, ainsi que l'ensemble des éléments associés exigés par la réglementation ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur ;
- disposant de ressources en eaux suffisantes afin de pouvoir lutter contre un éventuel incendie.

**Article 2 : sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

**Article 3 : délais et voies de recours**

En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé à M. le préfet des Ardennes – 1 place de la Préfecture – BP 60002 – 08005 Charleville-Mézières Cedex) ou hiérarchique (adressé à M. le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Hôtel de Roquelaure – 246 boulevard Saint-Germain – 75007 Paris) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné ci-dessus.

**Article 4 : droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5 : publicité**

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera publiée, pendant une durée minimale de deux mois, sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.

**Article 6 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la société Métal Blanc et dont une copie sera transmise pour information au maire de Bourg-Fidèle.

Charleville-Mézières, le **25 SEP. 2024**

le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Joël DUBREUIL